

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Michel CAMPICHE

La question d'Extrême-Orient de 1885 à 1905 :  
I et II

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1948, tome 46, p. 11-16

© Abbaye de Saint-Maurice 2012

# La question d'Extrême-Orient

## de 1885 à 1905

Au siècle dernier surgit un problème international qu'on nomme « question d'Extrême-Orient ». Le partage apparemment inévitable de la Chine, la soudaine révélation de la force japonaise, l'intervention et la rivalité des puissances européennes en forment les éléments principaux.

La guerre entre la Russie et le Japon situe le point extrême de la crise, d'où résultera un ordre provisoire, jusqu'en 1932, au début de l'aventure japonaise.

Le présent travail traite cette question depuis l'instant où elle intéresse la politique mondiale, et jusqu'au moment où, par ses répercussions, elle devient une des causes éloignées de la guerre de 1914.

### I.

#### La Chine et le Japon à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Les deux Etats principaux de l'Extrême-Orient, si semblables encore jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, offraient, en 1885, un contraste total. La Chine, isolée du monde, n'avait presque pas évolué depuis des siècles, et rien ne faisait prévoir qu'un jour elle changerait. Un empereur, chétif et sans pouvoir, était censé gouverner à Pékin. En réalité, la vieille impératrice Tseu-hi, qui fut la maîtresse de la Chine jusqu'en 1907, régnait à la faveur d'intrigues et de drames de palais évoquant la décadence byzantine. Une défiance haineuse envers les étrangers, la répugnance à toute nouveauté étaient les seuls caractères fixes de sa politique. Les gouverneurs de provinces agissaient comme les grands vassaux des premiers Capétiens ; cet empire, dont la grandeur donnait une illusion de puissance, était une masse inorganique.

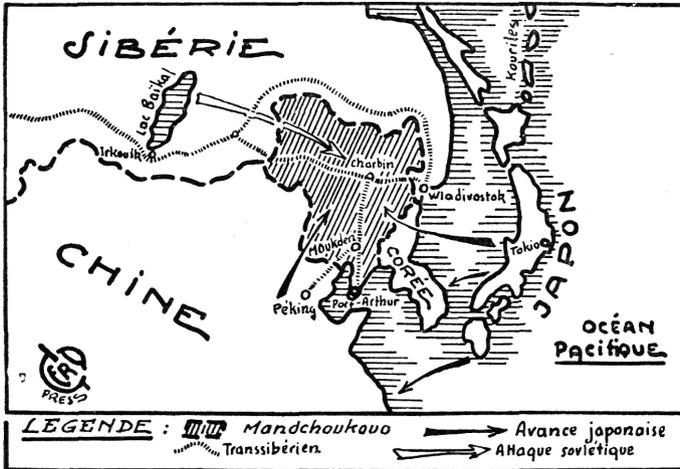
Le Japon, tout au contraire, se modelait sur l'Europe. Complètement fermé aux étrangers jusqu'en 1853, ce pays

avait parcouru, en une vingtaine d'années, et malgré des résistances très violentes, toute la distance qui nous sépare du moyen-âge. Quinze ans après l'arrivée des premiers Européens et Américains, le souverain et une partie de la noblesse avaient compris qu'il fallait emprunter à l'étranger ses méthodes, pour ne pas subir sa domination. Presque du jour au lendemain, le gouvernement, l'armée, la marine, l'organisation matérielle de la vie, tout fut à l'euro péenne. Mais ces rapides changements laissèrent intacte l'âme japonaise, ce dont l'étranger ne se rendit pas suffisamment compte. Les événements de ces dernières années firent voir combien ces transformations étaient demeurées tout extérieures.

La première circonstance qui manifesta la faiblesse de la Chine et la puissance du Japon fut le conflit au sujet de la Corée. Longtemps vassal de la Chine, ce royaume était, depuis 1876, l'objet des entreprises japonaises. Il en résulta, pendant neuf ans, des troubles au cours desquels les partisans du Japon allèrent jusqu'à massacrer le gouvernement jugé trop favorable à la Chine. Enfin, en 1885, les deux rivaux s'engagèrent, par traité, à retirer leurs troupes, à ne fournir aucun instructeur à l'armée coréenne, et à n'agir que d'un commun accord si des troubles rendaient une intervention nécessaire. Toutefois, la suzeraineté chinoise demeura ; la politique étrangère de la Corée était aux ordres de Pékin. Le gouvernement chinois n'observa pas le traité : en 1894, ses troupes réprimaient une révolte sans même que le Japon fût averti. Un ultimatum sommant la Corée de rompre tout lien avec la Chine ne reçut pas de réponse. Les Japonais risquèrent alors un coup de force, — le premier dans leur politique internationale. Le 23 juillet 1894, le roi de Corée était arrêté, conduit à l'ambassade japonaise de Séoul, où il dut signer une déclaration de guerre à la Chine, dans laquelle il chargeait le Japon des opérations militaires. En six mois la Chine perdait son armée et sa flotte ; Port-Arthur, la Mandchourie du Sud et l'extrémité du Chantoung furent occupés. Les Japonais menaçaient Pékin et dominaient sur toute la Mer de Chine orientale.

Li-Hung-Chang, le meilleur homme d'Etat chinois, entama des pourparlers à Shimonosheki, ville du Japon

méridional. Le traité de paix, signé le 17 avril 1895, était fort dur. La Chine reconnaissait l'indépendance de la Corée, autrement dit l'abandonnait au Japon ; elle céda Formose et les Pescadores, occupées durant les négociations, Port-Arthur et la presqu'île de Liao-Tung,



base pour une éventuelle conquête de la Mandchourie, ou pour une offensive rapide vers Pékin. Enfin, pour couvrir ses frais de guerre, le Japon se faisait attribuer des droits de navigation exclusifs sur les principaux fleuves chinois, et une indemnité de 200.000.000 de taëls (800.000.000 de francs-or), garantie par l'occupation de Weï-Haï-Wei, à l'extrémité du Chantoung.

Le gouvernement de Tokyo avait terminé la guerre au plus vite, craignant une intervention des puissances. En effet, avant la fin des hostilités, Guillaume II fixait avec Saint-Pétersbourg le plan d'une action commune. — A ce moment-là, les commerçants et les amiraux allemands jetaient leur dévolu sur la Chine. La France, alliée de la Russie, suivit non sans grandes hésitations. L'Angleterre s'abstint, pour ne pas compromettre son entente avec le Japon, et aussi parce que ses intérêts propres n'étaient pas gravement menacés.

Trois jours après la conclusion de la paix, les puissances, qui ont leurs escadres sur place, donnent au vainqueur le « conseil amical » de renoncer à une installation sur le continent. A Tokyo, on essaie de négocier, de sauver au moins Port-Arthur. Sans l'influence modératrice de la France, les Russes auraient peut-être fini par obtenir la guerre qu'ils paraissaient désirer. Le Japon, qui ne pouvait encore défier une coalition, accepta finalement de perdre le meilleur profit de sa victoire. La convention de Pékin (8 novembre 1895) lui laissait Formose avec le petit archipel des Pescadores, et la Corée que la Russie allait bientôt lui disputer. Mais le traité l'obligeait à évacuer immédiatement le Chantoung et Port-Arthur, en échange de 120.000.000 de francs-or ajoutés à l'indemnité de guerre. Les avantages commerciaux prévus à Shimonosheki étaient annulés. Comme la Russie après San Stéfano, le Japon connut la déception des victoires inutiles. Et les défenseurs de l'empire chinois avaient hâte de s'attribuer ce qu'ils refusaient au rival imprévu.

## II.

### Vers le partage de la Chine

Cette courte guerre venait de révéler aux puissances la faiblesse de l'immense Empire chinois, et aussi la présence, en Extrême-Orient, d'un redoutable concurrent. Dès la campagne française au Tonkin (1884) la construction des chemins de fer chinois avait attiré l'attention des financiers. La guerre de 1895 mit le problème d'Extrême-Orient au premier plan de l'actualité. On reconnut en la Chine un second « homme malade » dont il fallait au plus tôt se partager l'héritage.

L'Allemagne restait la seule puissance européenne qui ne fût pas installée en Extrême-Orient. La Russie bordait la Chine septentrionale sur une immense frontière, de l'Afghanistan à la Corée ; depuis 1842, l'Angleterre concentrait à Hong-Kong le commerce de la Chine du Sud ; la France pacifiait l'Annam et le Tonkin. Aussi Guillaume

II, au début de son règne déjà, songeait-il à s'établir sur les côtes chinoises. En 1894, il envisagea d'occuper Formose, bientôt conquise par les Japonais ; un an plus tard il projette de revendiquer Weï-Haï-Weï, pour le cas où la Russie s'emparerait d'un autre port. Le ministre d'Allemagne à Pékin conseillait d'occuper et de négocier ensuite. Le meurtre de deux missionnaires allemands, commis le 1er novembre 1897 dans un village du Chan-toung, fournit le prétexte désiré ; quinze jours plus tard, l'escadre d'Extrême-Orient débarquait des troupes à Kiao-Tchéou, pour saisir un gage en échange de l'indemnité que l'Allemagne réclamait. Le jour où toute une flotte partait de Kiel pour les eaux chinoises, Guillaume II eut cette phrase révélatrice : « La ligue hanséatique a fini par tomber en décadence parce que la protection impériale lui faisait défaut. » Il annonçait donc une entreprise commerciale autant que militaire.

Le 6 mars 1898, un traité sino-allemand livrait à l'Allemagne, « à titre provisoire et pour 99 ans », la baie de Kiao-Tchéou et le territoire environnant dans un rayon de 50 kilomètres. Par une fiction juridique l'Allemagne prenait ce port à bail et l'occupait comme locataire, ce qui, en théorie, n'était pas une annexion. Les Allemands construisirent sans tarder un grand port de commerce et de guerre, d'où ils comptaient exploiter le charbon et les minerais du Chantoung. Cette occupation de Kiao-Tchéou ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de la Chine et transforme la question d'Extrême-Orient ; le partage de l'Empire paraissait devoir suivre et compléter celui de l'Afrique. Car il était bien évident que l'annexion allemande allait en provoquer d'autres, et ces ports aux mains des étrangers seraient tout naturellement des ébauches de colonies.

A la fin de 1897 déjà, la Russie occupait Port-Arthur, qu'un traité lui cédait bientôt à bail pour 99 ans. On devine la fureur des militaires japonais qui n'avaient évacué cet excellent port que pour permettre aux Russes de s'y installer. Il y a là une des causes psychologiques de la guerre de 1904. L'Angleterre, qui ne voulait pas laisser trois rivaux libres d'agir en Chine du Nord, prit en location Weï-Haï-Weï, tout juste après le départ des Japonais. Elle se fit céder encore le territoire côtier en

face de Hong-Kong, à quoi la Chine ajoutait la promesse de ne concéder aucun avantage particulier dans la vallée du Yang-tsé-kiang. La même année toujours, la France prenait à bail le port de Kouang-tchéou-wan, en Chine méridionale, et obtint des garanties au sujet de l'île de Haïnan, comme le Japon pour le territoire en face de Formose. L'Italie même présenta des revendications, mais le gouvernement de Pékin refusa d'y consentir.

Les Etats-Unis, engagés alors dans une guerre avec l'Espagne, ne participèrent pas à ces entreprises ; mais ils acquièrent, par la conquête des Philippines, une position de premier ordre en Extrême-Orient où, dès 1905, ils feront sentir leur puissance.

Ces concessions forcées exaspérèrent les patriotes chinois, en particulier les membres des sociétés secrètes. Au mois de juin 1900, une ligue nationaliste, encouragée presque ouvertement par l'impératrice, déclençait une série d'attentats contre les Européens et contre les catholiques chinois qui passaient pour les agents de l'étranger. Il s'ensuivit une véritable guerre, la guerre des « Boxers ». Le quartier des légations, à Pékin, fut assiégé durant deux mois, jusqu'à l'arrivée d'un corps expéditionnaire international. Le gouvernement, ses partisans battus, ne put que renouveler ses précédentes concessions. Mais la Chine, comme la Turquie, fut sauvée d'un partage par la désunion des éventuels bénéficiaires, et aussi par les erreurs de la politique russe.

(A suivre)

Michel CAMPICHE